

CAMELIA ANA FRATILA

Université « Valahia » de Targoviste, Roumanie

Faculté de Sciences Économiques, Département Management-Marketing

camelia.fratila@gmail.com

COMBIEN D'EUROPE(-S) À L'INTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE ? CLIVAGES CULTURELS ET DÉCALAGES ÉCONOMIQUES

Résumé : Dans le contexte géopolitique actuel, l'Union Européenne se retrouve dans un état de malaise identitaire qui la rend vulnérable par rapport aux grands pouvoirs du monde. Cette communication se propose d'analyser les clivages culturels et les décalages économiques entre la « nouvelle » et la « vieille » Europe qui contribuent à cette vulnérabilité. Une réflexion sur comment repenser l'Europe pour qu'elle redevienne un espace de stabilité et de prospérité sera faite.

Mots-clés : identité européenne, Europe Centrale et Orientale, clivages culturels, décalages économiques.

JEL Classification : A13, B22, F02, N14, P20, P50.

HOW MANY EUROPE(-S) INSIDE THE EUROPEAN UNION? CULTURAL CLEAVAGES AND ECONOMIC GAPS

Abstract : Under the present geopolitical context, the European Union is facing an identity crisis that makes it vulnerable in relation to the big powers of the world. This paper makes an analysis of the cultural cleavages and the economical gaps between the “new” and the “old” Europe, which contribute to this vulnerability. A reflection on how to re-think Europe in order for it to regain stability and prosperity will be made.

Keywords : European identity, Central and Eastern Europe, cultural cleavages, economic gaps.

Introduction

La problématique identitaire est devenue une question centrale dans le débat concernant le processus du changement à l'intérieur de l'UE, en relation avec deux aspects : la mise en discussion de la légitimité des institutions européennes et l'amplification de l'hétérogénéité – conséquence des élargissements vers l'Est.

La contre-révolution du paradigme national, protectionniste et identitaire, face à celui européen, libéral et intégrateur semble mener vers un retour à l'histoire conflictuelle de notre continent. On oublie que, pendant les derniers 200 ans, la majorité des conflits armés ont été déclenchés à partir des raisons liées aux intérêts nationaux ou à l'identité ethnique. 70 ans d'intégration n'ont pas réussi à effacer le clivage entre l'état national démocratique et l'Union Européenne élitiste, entre la conviction que l'État national est une construction idéale, basée sur le vote direct des citoyens et celle d'une UE construite top-down, basée sur la vision politique des élites qui, en essayant de mettre fin aux conflits historiques, ont créé un beau Projet, mais qui continue à porter l'étiquette du « déficit démocratique ».

La nation et l'État national sont des idées politiques plus simples et plus facile à promouvoir aux électeurs, par rapport à une UE qui, par la raison même de son existence (liberté de mouvement, solidarité des états membres, des fonds structurels dirigés avec priorité vers les états en besoin, etc.) semble être un attentat au bien être des états riches, afin d'aider ceux en besoin. Et même si l'UE a une structure supranationale faite pour remplacer la plupart des fonctions des États-nations, elle n'a pas réussi à créer une identité culturelle capable d'harmoniser la diversité des cultures locales autour d'une vision commune, avec un sens clair et partagé de son destin historique.

Effet de la globalisation, l'incertitude sur l'identité européenne est accentuée par la question de l'immigration.

Dans ce contexte de malaise identitaire, les décalages existants entre la « Vieille Europe » et les Nouveaux Etats Membres (NEM) augmentent les frustrations, les tensions et assurent un terrain propice de manifestation pour les partis populistes.

Cette année 2017 pourrait être décisive pour la cristallisation des tendances et des décisions politiques sur le continent européen, car elle est marquée par des scrutins importants dans des pays appartenant à l'UE où les partis populistes semblent de plus en plus forts : la France, l'Allemagne, les Pays Bas.

1. L'identité européenne – mise en perspective historique

Afin d'appréhender les questions identitaires de l'Europe de nos jours, un recours à l'histoire semble nécessaire (Gouez, 2005).

L'Union Européenne est une construction économique et politique unique au monde : ni fédération, ni confédération, elle a été imaginée et créée par les pères

fondateurs comme réponse et solution à une histoire de conflits continus sur le continent européen. Face à l'urgence de reconstruire une Europe dévastée après la seconde guerre mondiale et au danger représenté par l'Union soviétique, Jean Monnet donne la primauté à la création du dispositif institutionnel et non à une réflexion approfondie pour définir les bases culturelles de l'unité européenne. Néanmoins, les Pères fondateurs n'ont pas imaginé l'Europe simplement comme un ensemble de procédures, de règles, de normes à respecter. Comme le Pape François l'affirmait récemment, en reprenant la pensée d'Alcide De Gasperi, à l'origine de l'idée de l'Europe il y a « la figure et la responsabilité de la personne humaine [...] avec sa volonté de vérité et de justice aiguisée par une expérience millénaire » (Pape François, 2017). L'UE propose donc, dès le début, un modèle de civilisation fondé sur le pluralisme, le relativisme, la méfiance envers les absolus.

L'identité européenne n'est pas un sujet à débat durant les premières décennies de l'existence de l'UE, car la reconstruction de l'Europe ruinée et l'« ennemi commun » sont des raisons fortes pour cimenter son unité.

Depuis sa création, l'UE a connu plusieurs élargissements, les trois derniers, vers les pays ex-communistes étant vus – au moins dans les discours – comme une dernière étape dans la réalisation de la Grande Europe. Dans l'imaginaire collectif, l'adhésion des Pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) à l'UE était perçue par les peuples qui avaient subi le communisme comme le retour vers la famille d'origine et la reconnaissance de l'appartenance à cette famille. La « terre promise » était également appréhendée comme la personnification des valeurs auxquelles on rêvait pendant la période communiste : liberté, démocratie, solidarité, justice, prospérité. Mais les nouveaux Européens ont du assez rapidement vivre l'asymétrie des relations et des perceptions Est-Ouest, enracinées dans les représentations historiques des Occidentaux sur la « périphérie » de l'Europe (Ekecrantz, 2004 ; Wolff, 1994). Un certain scepticisme en ce qui concerne l'unité et l'identité collective européenne commence à dominer les discours des intellectuels et les médias soutiennent largement cette approche et renforcent les stéréotypes et les préjugés.

Les PECO sont entrés dans l'UE avec leur héritage culturel, avec l'expérience communiste qui avait imprégné d'une manière importante les comportements des peuples concernés. Le résultat a été une sorte de mosaïque culturelle, car la convergence économique ciblée n'engendre pas, automatiquement, une convergence culturelle. Par conséquent, les élargissements provoquent un regain d'angoisses qui visent en principal deux aspects-clés : la question des frontières et celle sur les valeurs communes partagées, car c'est le partage qui compte dans l'effort de souder une communauté.

Le malaise identitaire à l'intérieur de l'Europe est renforcé également par le phénomène incontournable de la globalisation, qui suscite la formation d'identités mixtes. Dans les dernières années, les flux migratoires massifs ont transformé les sociétés européennes en des sociétés multiculturelles et de nos jours l'Europe compte des millions d'Européens « non racinés » (Detienne, 2003).

2. Clivages culturels et décalages économiques

À l'occasion de l'anniversaire de 25 ans de la chute du mur de Berlin, des nombreux auteurs ont analysé le processus de transition des pays ex-communistes vers l'économie de marché et vers la démocratie (Shleifer et Treisman, 2014, p. 96 ; Lipton, 2014 ; Kornai, 2014 ; Muller, 2014 ; Banac, 2014). Schleifer et Treisman (2014) affirment que la transition peut être considérée comme un grand succès, car l'ECO est devenue une région « normale », si on prend en considération le rythme élevé de croissance et la qualité des TIC des pays concernés (supérieure, par rapport à beaucoup de pays occidentaux). Objectivement, les PECO ont enregistré des bons résultats, sur le plan économique et social, après la chute du communisme. Mais la belle image décrite par des auteurs comme Schleifer et Treisman ne reflète qu'une partie de la réalité vécue par les peuples de l'Est de l'Europe. Héritage historique, la démocratie reste encore faible et en souffre à cause de l'autoritarisme encore bien présent dans les partis politiques, dans des entreprises, au lieu de travail. Et des formes nouvelles de démocratie « non-libérale/illibérale » sont évoquées par des représentants des élites politiques en Hongrie, en Slovénie, en Pologne...

Des décalages économiques entre l'Ouest et l'Est de l'Europe existent depuis longtemps et ont des racines fortes dans l'histoire. Et d'après certains auteurs, c'est justement cette influence du passé pré-communiste qui explique la persistance des clivages et des décalages entre les deux régions de l'Europe¹.

La période communiste a accentué les clivages entre l'Ouest et l'Est de l'Europe, du point de vue culturel et économique, également. Malgré les efforts des gouvernements communistes qui ont conduit à l'industrialisation forcée des pays concernées, le caractère centralisé des économies de commande et les caractéristiques des sociétés « fermées » ont eu des effets négatifs sur le développement de la région. Les réussites partielles et temporaires du régime communiste ont permis pourtant à des vastes couches sociales, marginalisées avant la deuxième guerre mondiale, une certaine mobilité sociale ascendante qu'aucun régime antérieur n'avait autorisée. Pour les citoyens des pays communistes, l'Etat assurait l'emploi, les soins médicaux, la protection sociale. Cette prise en charge par l'Etat de presque tous les aspects de la vie sociale, combinée avec un contrôle fort, à travers un appareil politique et bureaucratique omnipotent, a conduit à une sorte d'annihilation de la responsabilité, car la conformité aux indications et aux ordres du parti unique assurait les meilleures chances de survie (Dupriez et Fratila, 2005). Ce type de modèle

¹ Cette approche repose sur les travaux de A. Janos, qui mettent en évidence les décalages et la diversité qui existaient entre l'Ouest et l'Est de l'Europe avant l'instauration des régimes communistes et qui expliquent les évolutions différentes des pays concernés après 1989. À voir, par exemple (Janos, 1993, 1-31 ; 2000).

comportemental, bien ancré dans les mentalités des personnes, n'a guère facilité l'esprit entrepreneurial et le développement des PME, après 1989.

Région attractive pour les investisseurs occidentaux, surtout grâce au niveau bas de la main d'œuvre (le niveau moyen des salaires se situait à 1/10 – 1/5 de celui enregistré dans l'Europe occidentale), l'ECO est devenue le champ d'affaires préféré pour beaucoup de multinationales qui ont commencé à y jouer des rôles importants. Ainsi, avant la crise de 2008, environ 50% des salariés des NEM travaillaient pour des entreprises étrangères. Si au niveau de l'UE les PME emploient environ 50% de la main d'œuvre, dans les PECO cet indicateur se situe à seulement 20%, dans le meilleur cas, celui de la Pologne (Berend et Bugaric, 2015, pp. 773-776). Le faible développement des PME locales et la dépendance du capital étranger représente une vulnérabilité des économies des NEM. Dans ce sens, Nolke et Vliegenhart affirment que les économies de la région constituent un type particulier d'économie et de capitalisme, *l'économie de marché dépendante*, basée sur des « avantages comparatifs qui reposent sur des complémentarités institutionnelles entre : une force de travail hautement qualifiée et bon marché, le transfert des innovations technologiques entre les multinationales et les provisions de capital par l'intermédiaire des IDE » (Nolke et Vliegenhart, 2009, p. 672).

Pendant leur parcours vers la démocratie et l'économie de marché (dépendante), les anciens États communistes ont fait des efforts importants afin de dépasser les handicaps par rapport à l'Occident et grâce également aux fonds européens obtenus, des progrès importants ont été faits dans le processus de rattrapage. L'arrivée de la crise a pourtant interrompu momentanément le processus de convergence. Les données statistiques nous montrent qu'en 2009, à l'exception notable de la Pologne, tous les NEM enregistraient des niveaux de croissance économique négative, inférieures à la moyenne européenne (figure 1).

D'une manière générale, les NEM se sont remis plus rapidement « en route » après la crise, par rapport à la plupart des anciens membres de l'UE (figure 2). Cette reprise est due à des facteurs divers, dont la maîtrise de leurs politiques monétaires et les mesures d'austérité des gouvernements concernés jouent un rôle important. Les effets des politiques d'austérité se trouvent au cœur de nombreux débats de nature économique et politique, mais l'évolution des indicateurs économiques nous montre que, effectivement, les NEM qui ont mis en place ce type de politiques ont réussi à sortir plus rapidement de la crise, malgré (ou grâce) aux ajustements douloureux subis par les peuples concernés².

² Et on peut se demander dans quelle mesure l'héritage culturel a contribué à la mise en œuvre des mesures d'austérité douloureuses, sans que de massifs mouvements sociaux d'opposition apparaissent : des études faites dans des entreprises roumaines nous ont montré que la discipline et la soumission à l'autorité, exercées pendant la période communiste, sont encore bien ancrées dans les comportements des salariés (Dupriez et Fratila, 2017).

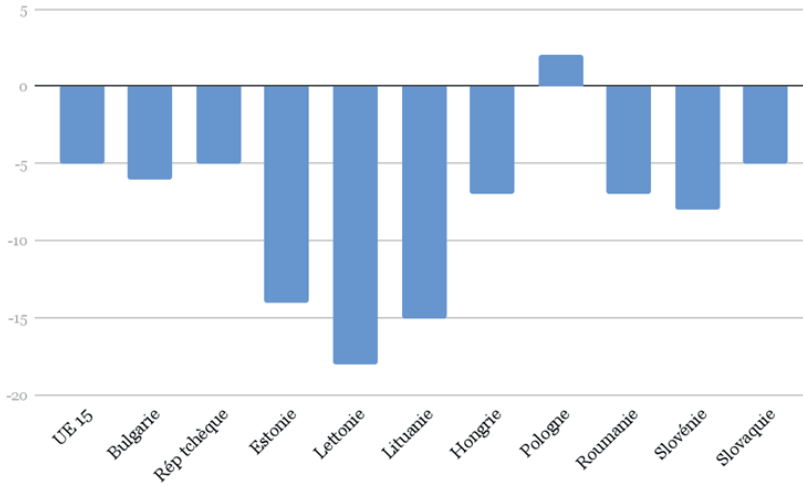


Figure 1 : Taux de croissance en Europe centrale et dans l'UE en 2009

Source : (Lepesant, 2014)

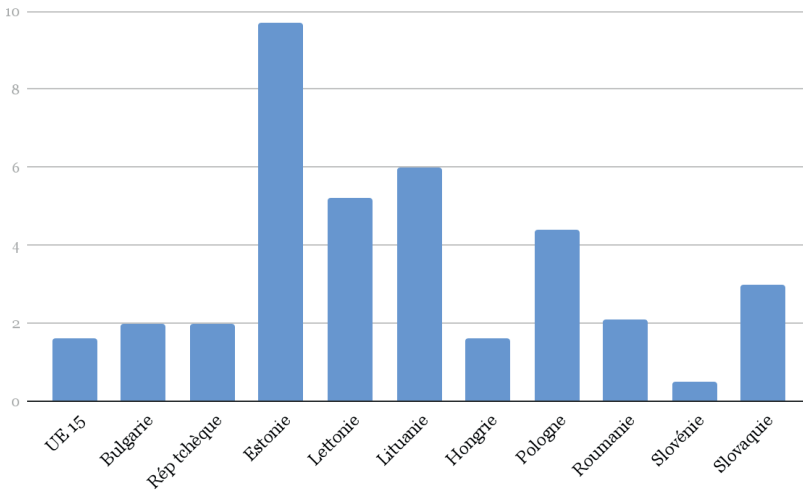


Figure 2 : Taux de croissance en Europe centrale et dans l'UE en 2011

Source : (Lepesant, 2014)

Si on analyse le PIB/habitant, en valeurs absolues et en pourcentage par rapport à la moyenne européenne, on constate que des évolutions positives (tableau 1, figure 3).

Tableau 1 : PIB/hab. en \$ courants

Année/Pays	1990	2000	2012
Bulgarie	2377	1 579	6 978
Rep. Tchèque	3787	5 725	18 683
Hongrie	3186	4 543	12 531
Roumanie	1651	1 651	9 036
Slovénie	8699	10 045	22 000
Pologne	1694	4 454	12 708

Source : Banque mondiale.

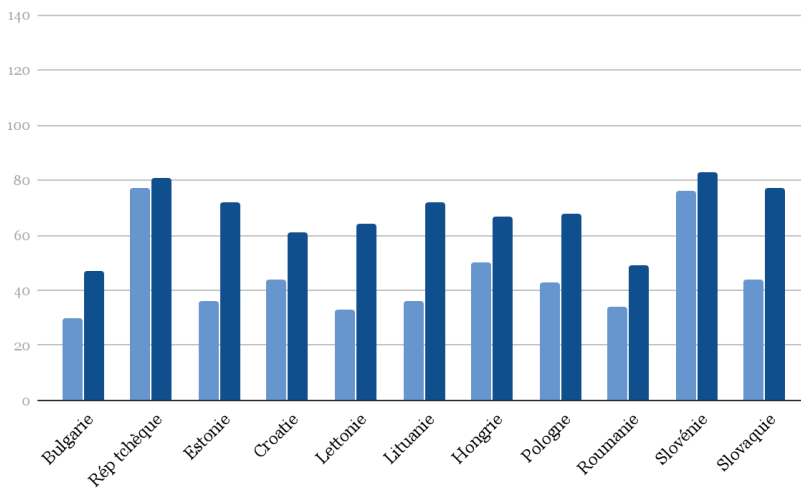


Figure 3 : PIB par habitant (% de la moyenne de l'UE en 1995 et en 2012)

Source : (Lepesant, 2014)

Une analyse des différences entre l'Ouest et l'Est de l'Europe ne peut pas prendre en compte seulement des indicateurs tels que le PIB et la croissance économique. Le projet européen repose sur l'idée du bien-être des citoyens européens et le bien-être est un concept pluridimensionnel, qui prend en considération non seulement la croissance économique, mais aussi (ou plutôt) d'autres aspects de la vie humaine tels que : la santé, l'éducation, l'environnement. Il n'y a pas un consensus en ce qui concerne la modalité de mesurer le bien-être, mais le plus connu indicateur est celui proposé par les Nations Unies : l'indice de développement humain (HDI : Human

Development Index)³. En prenant en considération cet indice, conformément au classement réalisé par le PNUD en 2015, les pays de l'UE enregistrent des « niveaux très élevés de développement humain », à part la Roumanie et la Bulgarie, qui sont encadrées dans la catégorie « niveau élevé de développement ».

Il existe un autre type d'indicateur qui permet de mesurer le bien-être des populations. C'est le bien-être subjectif, c'est-à-dire tel qu'il est ressenti par les personnes. Une étude INSEE réalisée en 2015 montre que dans l'ensemble, en Europe, la satisfaction dans la vie a peu évolué jusqu'en 2007 (Ralle et Sicsic, 2015). Elle est relativement plus élevée dans les pays du Nord de l'Europe : Pays-Bas, Irlande et Royaume-Uni. Elle est plus faible dans les pays du Sud (Grèce et Italie) et dans une moindre mesure pour la Pologne et la République tchèque. La France et l'Allemagne ont un profil légèrement croissant entre 1995 et 2007 et un degré de satisfaction dans la vie proche de 6,5 sur 10 en 2007. Depuis 2007, le bien-être, mesuré par cet indicateur de satisfaction, a fortement chuté dans les pays particulièrement affectés par la crise : l'Irlande, la Grèce, l'Italie. En Allemagne en revanche, le degré de satisfaction a augmenté.

Pour les peuples de l'ECO, la perception du bien-être a été fortement influencée par le rapport entre les attentes élevées existantes juste après la chute du mur de Berlin et la réalité des premières années de la transition. Durant les premières années après l'implosion du communisme, le choc de la transformation a conduit à la paupérisation d'une partie de la population des PECO. Le processus de privatisation a eu comme acteurs principaux des groupes de personnes privilégiées – les anciennes élites communistes – qui ont pris en possession les richesses des pays. Ainsi, ils ont transformé le pouvoir politique détenu pendant le communisme dans un pouvoir économique et continuent à participer à la prise des décisions macro-économiques, d'une manière occulte – par l'intermédiaire des réseaux d'influence informels – ou directe – de l'intérieur des partis politiques, une fois convertis en « démocrates ». Héritage du communisme, la corruption repose aujourd'hui sur ce tissu social fait de groupes d'intérêt et de relations personnelles. À cause de ce phénomène social, la croissance économique coexiste, dans les NEM, avec une forte polarisation sociale et un taux élevé du risque de pauvreté.

Du côté occidental, l'opinion publique a perçu l'élargissement vers l'Est plutôt d'une manière négative, à travers les thèmes des délocalisations et de l'immigration. Les messages véhiculés par les médias occidentales, surtout celles traditionnelles, conduisent à la conclusion que l'adhésion des PECO à l'UE est synonyme de la quasi-destruction des industries nationales et des emplois des salariés locaux. La liberté de mouvement des capitaux et des personnes, sur laquelle repose le projet européen, a certainement eu comme effets des délocalisations et l'accroissement du

³ Le HDI est structuré sur trois dimensions : le PIB/habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation.

phénomène de migration. Mais les données statistiques nous révèlent une réalité un peu différente, par rapport aux images décrites par les médias. Une étude INSEE réalisée en 2007 montre que les délocalisations ont détruit en France entre 20 000 et 34 000 emplois par an, entre 2000 et 2003, mais cette baisse n'est pas significative par rapport aux emplois créés parallèlement. La plupart des délocalisations a été faite dans d'autres pays que ceux de l'ECO et cette zone européenne a été l'une des rares régions avec lesquelles le commerce extérieur de la France est devenu excédentaire depuis le début de la transition (Lepesant, 2014). Également, une étude récente du FMI montre que la migration a eu des effets négatifs plutôt sur les pays d'origine que sur ceux d'accueil. Parmi les 20 millions de personnes qui ont quitté l'ECO pour travailler en Occident, la plupart ont été des hautement qualifiés qui contribuent au développement des pays d'accueil. Le FMI estime que la fuite des cerveaux a conduit à un ralentissement de 0,9% du rythme de croissance des PECO (Atoyan et al. 2016).

Malgré tous les problèmes rencontrés et les défis qui restent encore à relever, les progrès accomplis en termes de stabilité et de développement dans les NEM sont importants.

3. La menace des populismes

Les fragilités des sociétés européennes, dont la crise a été un fort révélateur, ont conduit au développement d'un malaise profond dans les couches populaires touchées par le chômage, les délocalisations et la baisse du pouvoir d'achat. À la crise économique, et surtout à cause de ses effets, s'ajoute la peur de l'« autre », de l'étranger, la crise de légitimité des élites politiques, la chute dramatique de la confiance des citoyens dans les leaders et les partis politiques traditionnels. Dans ce contexte, on assiste à la poussée des formations politiques populistes, qui proposent aux citoyens une vision « rassurante » de l'identité fermée aux influences étrangères. Dans les discours des leaders de ces partis, l'UE devient le « bouc émissaire » idéal : avec sa dimension transnationale, accusée d'incapacité d'assurer une protection contre les effets négatifs de la globalisation et du renforcement de la perte des repères identitaires, l'UE est la cible parfaite des extrémistes nationalistes.

Dans les NEM, le national-populisme commence également à se manifester et revêt des formes spécifiques. Au nom du droit de décider pour eux-mêmes, sans ingérences extérieures, des partis politiques de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Pologne essayent de capturer l'État, en détruisant l'équilibre des pouvoirs, tout en gardant la façade des élections démocratiques. Les normes formelles et les institutions démocratiques fonctionnent souvent dans l'ombre des réseaux et des pratiques informels⁴. Les institutions démocratiques « importées » de l'Occident

⁴ Une analyse pertinente de la capture de l'Etat par les réseaux informels réalise A. Innes (2014).

deviennent ainsi des « formes sans contenu » – résultat d'un processus d'isomorphisme mimétique qui se manifeste dans cette partie de l'Europe bien avant la deuxième guerre mondiale (Berend, 1998 ; Andrews, Pritchett et Woolcock, 2012). Ce type de démocratie illibérale, évoquée et promue par Viktor Orban, le leader hongrois, semble très proche de la démocratie « originale », autoritariste, de Vladimir Poutine.

4. Repenser l'UE

Les tendances centrifuges et la tentation de regarder à l'avenir exclusivement par la grille de nécessités productives, économiques et financières sont des réalités incontestables dans l'Europe d'aujourd'hui. Dans ce contexte, les paroles du discours du premier ministre luxembourgeois Bech nous invitent encore à la réflexion : « La Communauté économique européenne ne vivra et ne réussira que si, tout au long de son existence, elle reste fidèle à l'esprit de solidarité européenne qui l'a fait naître et si la volonté commune de l'Europe en gestation est plus puissante que les volontés nationales » (Bech, 1957). Le dernier Eurobaromètre du Parlement européen, réalisé en mars 2017, nous montre que, malgré tout, les Européens restent attachés à l'Europe. Profondément inquiets des dernières évolutions géopolitiques mondiales, ils privilégient majoritairement une démarche commune au niveau de l'UE pour y faire face. La proportion des citoyens qui considèrent que l'action de l'UE dans la plupart des quinze domaines d'activité testés est adéquate, est en nette augmentation par rapport à l'an dernier. Dans ce contexte, le sentiment que l'appartenance à l'UE est une bonne chose est en hausse, retrouvant presque son niveau d'avant crise de 2007. Malgré ces évolutions encourageantes, les Européens disent massivement que les inégalités entre catégories sociales sont importantes (Nancy, 2017).

Toute crise (identitaire) a, au-delà de sa nébulosité, une dimension positive, qui invite à la réévaluation et à un nouveau départ. L'Europe s'est bien entraînée, tout au long de son histoire, à intégrer ses fractures, à transformer ses cicatrices dans des signes de sa vitalité. Mais ce nouveau départ doit reposer sur un effort collectif de tous les vecteurs politiques, sociaux, culturels responsables.

Le « Livre blanc » invite à une réflexion sur les cinq scénarios proposés par Commission Européenne (2017) pour l'avenir de l'Europe. Ces propositions vont du statu quo à un renforcement du fédéralisme, en passant par une Europe à plusieurs vitesses ou encore une concentration de l'UE sur un nombre limité de domaines, notamment le marché unique. La déclaration des 27 chefs d'Etats ou de Gouvernements du 25 mars 2017 a essayé de laisser dans l'ombre les divisions qui opposent les Européens, notamment ceux de l'Ouest et de l'Est. L'Europe à « plusieurs vitesses » est devenue dans la Déclaration de Rome une Europe à des « rythmes différents ».

Les 27 s'engagent à « agir de concert, si nécessaire à des rythmes différents et avec une intensité différente, tout en avançant dans la même direction, comme nous l'avons fait par le passé, conformément aux traités et en laissant la porte ouverte à ceux qui souhaitent se joindre à nous plus tard ». Un paragraphe qui témoigne de l'intention évidente de rassurer les NEM, qui redoutent d'être exclus du « club ».

L'avenir nous montrera comment cette Europe à des rythmes différents peut devenir opérationnelle. La Commission européenne, conformément à son rôle, va élaborer des propositions dans quatre domaines : la dimension sociale de l'Europe, l'Union économique et monétaire, la maîtrise de la mondialisation, l'avenir de la défense européenne et l'avenir des finances de l'Union.

Pour le moment, les résultats des élections en France, en Autriche et aux Pays Bas semblent donner une réponse claire et négative aux populismes de toute sorte. L'Europe reste unie, mais cette unité est fragile et ne peut pas résister longtemps sans un socle axiologique solide et un effort soutenu de communication, de mise en lumière de la richesse des valeurs communes démocratiques. À cet effort de communication sont appelés la Commission européenne, les États, la société civile, afin que des messages forts, axés sur ce que nous avons en commun et ce qui nous divise, également, soient appréhendés par les citoyens européens, par des jeunes qui n'ont pas connu la guerre et qui devront continuer à construire le « vivre ensemble ».

Conclusion

La globalisation, le phénomène de migration, la crise ont favorisé la poussée des populismes et ont fragilisé la construction européenne, en mettant sur le point d'interrogation son existence à long terme et ses valeurs. L'adoption dans les NEM, sans esprit critique, des modèles institutionnels occidentaux, a conduit à un fonctionnement déficitaire des institutions démocratiques et à l'augmentation des frustrations des populations concernées. Le niveau plutôt bas de confiance entre les NEM et l'« ancienne » Europe empêche la formation d'une véritable sphère publique européenne et ne semble pas faciliter le processus de la construction d'une identité européenne. Néanmoins, des vecteurs crédibles et efficaces de communication existent : les étudiants et les professeurs Erasmus, des managers des projets qui ont bénéficié des financements européens, les salariés qui travaillent à l'étranger peuvent enlever les barrières de communication et former des réseaux interculturels capables de promouvoir l'idée européenne et de renforcer les valeurs européennes. Ces efforts faciliteront une démarche qui permettra aux Européens d'assumer la polychromie constitutive de l'Europe, la richesse de ses clivages culturels qui ont modelé au cours du temps cette construction sociale unique au monde.

Dans le même temps, un important travail de clarification du projet commun et des frontières reste à faire. Les citoyens européens ont besoin des objectifs claires qui donnent du sens à leur existence, à leur avenir.

Sur le plan politique, les chefs d'Etats ou des gouvernements semblent soutenir la démarche de la continuation du « vivre ensemble », même si... à des rythmes différents. La Déclaration de Rome nous invite à rester optimistes : « Notre chance, c'est d'être unis. L'Europe est notre avenir commun ».

Bibliographie

- Andrews, M., Pritchett, L. et Woolcock, M. (2012). Escaping capability traps through problem-driven iterative adaptation (PDIA). Working Paper 299, *Center for Global Development*, Washington, DC, 12.
- Atoyan, R., Christiansen L., Dizioli, A., Ebeke, Ch., Ilahi, N., Ilyina, A., ... Zakharova, D. (2016). *Emigration and Its Economic Impact on Eastern Europe. IMF Staff Discussion Note*. Repéré à http://www.imf.org/~media/websites/imf/imported-full-text-pdf/external/pubs/ft/sdn/2016/_sdn1607.ashx
- Banac, I. (2014). Twenty-five years after the fall of the Berlin Wall. *East European Politics and Societies and Cultures*, 28(4).
- Bech, J. (1957). *Discours prononcé à l'occasion de la signature des Traités de Rome*, 25 mars.
- Berend, I. T. (1998). *Decades of Crisis : Central and Eastern Europe before World War II* Berkeley, CA.
- Berend, I. et Bugarcic, B. (2015). Unfinished Europe : Transition from communism to democracy in CEE. *Journal of Contemporary History*, 50(4), 768-785.
- Commission européenne. (2017). Le livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'EU-27 à l'horizon 2025. Repéré à https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/livre_blanc_sur_lavenir_de_leurope_fr.pdf
- Detienne, M. (2003). *Comment être autochtone : du pur Athénien au Français raciné*, Eds. Le Seuil.
- Dupriez, P. et Fratila, C. (2005). Repères pour l'action. Composantes culturelles de la transition. Dans : P. Dupriez (dir.). *Entreprises roumaines en transition. Etudes de cultures organisationnelles*. Paris : Ed. l'Harmattan.
- Dupriez, P. et Fratila, C. (2017). Représentations collectives et pratiques sociales. Dans : P. Dupriez et B. Vanderlinden (dir.). *Au cœur de la dimension culturelle du management*. Paris : Ed. l'Harmattan.
- Ekecrantz, J. (2004). Mainstream imaginary of eastern neighbors. Dans : K. Riegert (dir.) *News of the other : Tracing identity in Scandinavian constructions of the Eastern Baltic Sea Region*. Göteborg : Nordicom, 43-69.
- Gouez, A. (2005). Le débat sur l'identité européenne : mise en perspective historique. *La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union, Notre Europe – Etudes et recherches*, 17-18.

- Innes, A. (2014). The political economy of state capture in Central Europe. *Journal of Common Market Studies*, 52(1).
- Janos, A. (1993). Continuity and change in Eastern Europe : Strategies of post-communist politics. *East European Politics & Societies* 8(1), 1-31.
- Janos, A. (2000). *East Central Europe in the modern world : The politics of the borderlands from pre- to postcommunism*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Kornai, J. (2014). *Threatening dangers*. Communication présentée à la conférence «Transition in Perspective: 25 Years after the Fall of Communism», Budapest, Mai, 6-7. Repéré à <http://www.kornai-janos.hu/Kornai2014%20Threatening%20dangers.pdf>
- Lepesant, G. (2014). 2004-2014 – Bilan d'une décennie d'élargissements. *Questions d'Europe*, no 311. Repéré à <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0311-2004-2014-bilan-d-une-decennie-d-elargissements>
- Muller, J.-W. (2014). Eastern Europe goes South, Disappearing Democracy in the EU's Newest Member States. *Foreign Affairs*, 93(2).
- Nancy, J. (2017). *Two years until the 2019 European elections. Special eurobarometer of the European Parliament*. Repéré à http://www.europarl.europa.eu/pdf/eurobarometre/2017/2019ee/two_years_until_ee2019_synthesis_en.pdf
- Nolke, A. et Vliegenhart, A. (2009). Enlarging the varieties of capitalism : The emergence of dependent market economies in East-Central Europe. *World Politics*, 61(4).
- Pape François (2017).
- Ralle, P. et Sicsic, M. (2015). PIB et bien-être en Europe depuis vingt ans. *L'économie française*, édition 2015 – Insee Références.
- Shleifer, A. et Treisman, D. (2014). Normal countries : The last 25 years after communism. *Foreign Affairs*. 93(6).
- Wolff, L. (1994). *Inventing Eastern Europe : The Map of Civilization and the Mind of Enlargement*, Stanford, CA : Stanford University Press.